



71e session de l'Assemblée générale

Première Commission

Armes nucléaires **Nuclear Weapons**

New York, le 14 octobre 2016

S.E. M. Frank Grütter
Chef Division Politique de Sécurité, Berne

Monsieur le Président,

L'emploi de l'arme nucléaire, qu'il soit délibéré ou non, aurait des conséquences humanitaires totalement inacceptables dans quasiment tous les scénarios envisageables. Il est par conséquent difficile d'imaginer comment le recours à cette arme pourrait être compatible avec les exigences du droit international, et en particulier du droit international humanitaire.

Il ne s'agit là que l'une des raisons pour lesquelles les attentes en matière de désarmement nucléaire restent élevées. Ces attentes contrastent fortement avec plusieurs tendances préoccupantes:

- 1) La courbe de réduction des armes nucléaires, impressionnante par le passé, s'est infléchie.
- 2) Les arsenaux nucléaires sont l'objet de programmes de modernisation conséquents qui pourraient déboucher sur une course aux armements nucléaires de nature qualitative.
- 3) Les progrès accomplis dans les enceintes multilatérales en termes de désarmement nucléaire restent minimes. Le manque de volonté croissant de trouver des compromis et l'accent mis sur les intérêts de sécurité nationale au détriment d'une sécurité collective et globale sont des obstacles majeurs. Il s'ensuit une polarisation du débat sur le désarmement.
- 4) Même les engagements pris au titre du TNP, pierre angulaire de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, sont loin d'être tenus. La meilleure façon de démontrer l'efficacité du TNP dans le domaine du désarmement nucléaire serait de réaliser des progrès plus tangibles.

Des défis existent également dans le domaine de la non-prolifération. Si nous saluons la mise en œuvre du plan d'action global commun entre l'Iran et les E3+3, les deux essais nucléaires réalisés par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en 2016 soulignent la nécessité de pour-

suivre les efforts. Le 20e anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) souligne l'urgence à ce qu'il entre en vigueur au plus vite.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte difficile, le Groupe de travail à composition non limitée a constitué un important forum permettant des échanges de vues francs sur les défis globaux posés par l'arme nucléaire. Il a par ailleurs permis de se pencher sur les mesures susceptibles de faire progresser le désarmement nucléaire multilatéral. Les avis ont concordé sur toute une série de problématiques. Toutefois, les échanges ont également démontré que les avis divergent au sujet de la valeur politique et militaire des armes nucléaires, et en particulier concernant la voie à emprunter et le calendrier à suivre pour les interdire. Nous regrettons que le rapport présenté par la présidence n'ait pas été adopté par consensus. Concernant le suivi à donner à ces travaux, nous estimons que l'élaboration de nouveaux instruments juridiques et la réalisation de mesures pratiques doivent être recherchés simultanément. Nous pensons également que la participation de tous les États, y compris ceux dont les doctrines de sécurité reposent sur l'arme nucléaire, aurait un effet bénéfique sur la portée et l'efficacité de tout nouvel instrument juridique.

Monsieur le Président,

Quelles que soient les divergences de vues sur la voie à suivre, nous devrions œuvrer de concert là où nous le pouvons et redoubler d'efforts. Alors que nous entamons un nouveau cycle d'examen du TNP, nous soulignons la nécessité de réaliser des progrès plus concrets. Ceci concerne notamment la réalisation des engagements pris en 2000 et en 2010 sous la forme de mesures pratiques de désarmement. Trois domaines méritent une attention particulière.

1) Comme les autres membres du Groupe de-alerting, nous estimons que la réduction du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires est une importante et urgente mesure intermédiaire de désarmement nucléaire. Le de-alerting constitue une mesure de réduction des risques essentielle. Il est grand temps d'allonger les délais de prise de décision et d'écarter les dangereuses postures de lancement sur alerte. En réduisant les niveaux d'alerte, nous nous conformerions en outre à une mesure de désarmement approuvée par consensus il y a plus de seize ans dans le cadre du TNP.

2) Les missiles de croisière nucléaires sont des vecteurs qui recèlent des risques très particuliers. Il est impossible pour un État ciblé ou qui croit l'être de distinguer si un missile de croisière est équipé d'une charge nucléaire ou conventionnelle. Une erreur d'appréciation débouchant sur une riposte s'appuyant sur l'arme nucléaire, avec toutes les conséquences catastrophiques liées leur emploi, ne peut être écartée. La Suisse, aux côtés de la Suède, a organisé ce jour un événement parallèle ayant pour but d'examiner ces risques de plus près.

3) L'avènement et le maintien d'un monde exempt d'armes nucléaires requerra des traités de désarmement qui reposent sur un système de vérification solide. Nous nous félicitons du Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire (IPNDV). Nous avons soumis, avec un groupe d'Etats, une nouvelle résolution qui vise à faire avancer cette thématique dans les instances de désarmement compétentes, y compris l'Assemblée Générale.

Je vous remercie.

Mr. Chair,

The use of nuclear weapons, whether deliberately or inadvertently caused, would cause entirely unacceptable humanitarian consequences in nearly all plausible scenarios. It is therefore difficult to envisage how any nuclear weapon use could be compatible with the requirements of international law, in particular international humanitarian law.

This is just one of the reasons why expectations for progress in nuclear disarmament remain high. But in sharp contrast, we see worrying trends:

- 1) The nuclear weapons reduction curve – impressive in the past – has flattened out.
- 2) Nuclear arsenals are undergoing extensive modernizations programs which could lead to a nuclear arms race of a qualitative nature.
- 3) There has only been minimal progress on nuclear disarmament in multilateral fora. Key obstacles are the increasing lack of willingness to compromise and the emphasis on national security interests to the detriment of collective and global security. As a result, the disarmament debate is polarized.
- 4) Even commitments entered under the NPT, the cornerstone of nuclear non-proliferation and disarmament, are far from being implemented. More tangible progress would be the best answer to demonstrate the effectiveness of this pillar of the NPT.

Challenges also exist in the field of non-proliferation. While we welcome the effective implementation of the Joint Comprehensive Plan of Action between Iran and the E3+3, the two tests carried out by the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) in 2016 highlight the importance of continued efforts. The 20th anniversary of the opening for signature of the CTBT underlines the need for a swift entry into force of the CTBT.

Mr. Chair,

In this difficult context, the Open-ended Working Group (OEWG) provided us with an important forum for frank exchanges on the global challenges posed by nuclear weapons as well as on possible ways to take multilateral nuclear disarmament forward. There was agreement on a number of issues. However, these discussions showed that views diverge about the military and political value of these weapons, in particular about pathways and timelines for their prohibition. We regret that the report presented by the Chair was not adopted in consensus. With regard to the follow-up, we believe new legal instruments and practical measures must be pursued simultaneously. We also believe that the scope and effectiveness of any new legal instrument would benefit from the participation of all states, including those whose security doctrines rely on nuclear weapons.

Mr. Chair,

Irrespective of the differences about the future path of nuclear disarmament, we should unite where we can and redouble our efforts. As we are about to begin a new NPT review cycle, we emphasize the need for more tangible progress, notably with regard to the implementation of commitments made in 2000 and 2010, which laid out practical disarmament measures. Let me just mention three areas that deserve particular attention:

1) Together with the De-alerting group we deem that further reducing operational readiness of nuclear weapons is an important and urgent interim step on the path to nuclear disarmament. De-alerting would represent a much-needed risk reduction measure. It is high time to lengthen decision time and take dangerous launch-on-warning-postures off the table. Lowering alert levels would also mean that we are implementing a disarmament step agreed to by consensus more than 16 years ago, which could in itself help increase confidence the implementation of commitments under the NPT.

2) Nuclear-armed cruise missiles are delivery systems that bear very particular risks as it is impossible for a targeted State, or a State that believes it is targeted, to distinguish between cruise missiles carrying a nuclear or a conventional warhead. There is a risk of misidentification, and subsequent retaliation with nuclear weapons, with all the associated catastrophic consequences. Together with Sweden, Switzerland has hosted a side event to look more closely at these risks today.

3) Achieving and maintaining a world free of nuclear weapons will require disarmament treaties that are backed by a strong verification system. We highly appreciate the US-initiated International Partnership for Nuclear Disarmament Verification (IPNDV) and support the cooperative approach of this initiative. We have introduced, with a group of States, a new resolution which aims to take this issue forward in relevant disarmament fora, including the General Assembly.

Thank you.